

COP25: les entreprises devront investir 2 500 Mds USD pour s'aligner sur le renforcement des réglementations relatives au climat

- Avec la COP25 qui se tient actuellement, les réglementations destinées à contrer le changement climatique pourraient être renforcées. Un scénario nécessaire pour sauver la planète, mais qui aura des conséquences : pour respecter les nouvelles réglementations, le secteur industriel mondial devra déboursier près de **2 500 Mds USD sur les 10 prochaines années**.
- Le secteur de l'énergie sera le plus touché par ces conséquences financières (900 Mds USD), suivi par l'acier (300 Mds USD) et le transport maritime et aérien (55 Mds USD).
- En France, l'impact d'une telle vague de nouvelles réglementations se chiffre à **55 Mds EUR sur les 10 prochaines années**. Le secteur du transport serait le plus affecté. En revanche, le secteur énergétique pourrait être épargné de par son important recours à l'énergie nucléaire.

PARIS, 4 DECEMBRE 2019 – Alors que la conférence COP25 s'est ouverte à Madrid, les émissions de gaz à effet de serre sont toujours en hausse, et ce malgré les 1 500 lois destinées à contrer le changement climatique appliquées dans le monde entier. Dans ce contexte, la lutte contre le changement climatique pourrait s'intensifier et se renforcer à l'échelle internationale. Un scénario absolument nécessaire pour sauver la planète, mais qui ne se fera pas à n'importe quel prix. [Euler Hermes](#), le leader mondial de l'assurance-crédit, s'est demandé quel serait l'impact d'une nouvelle vague de réglementations sur le secteur industriel mondial.

« Il existe 4 grands types de mesures : celles agissant sur le prix des émissions de CO2, celles qui influencent le mix énergétique, les réglementations relatives à la mobilité, et les taxes et amendes spécifiques à chaque secteur. Selon nos calculs, une nouvelle vague de réglementations destinées à lutter contre le changement climatique, bien que nécessaire, coûterait au secteur industriel mondial 2 500 Mds USD sur les 10 prochaines années », détaille Catharina Hillenbrand, Experte sectorielle chez Euler Hermes.

Quels sont les secteurs les plus exposés ?

Selon Euler Hermes, c'est l'ensemble de l'économie internationale qui sera affectée financièrement par cette nouvelle vague de réglementations. Toutefois, entre investissements de mise à niveau pour respecter les nouvelles normes et sanctions pour ceux qui ont du retard dans leur application, certains secteurs seront plus particulièrement touchés :

- Les réglementations relatives au changement climatique ont déjà coûté 1 400 Mds USD au secteur énergétique mondial sur les 10 dernières années. Elles devraient coûter 900 Mds USD supplémentaires sur les 10 prochaines années.
- S'agissant d'un secteur fortement lié à celui de l'énergie, l'acier sera la deuxième industrie la plus affectée (300 Mds USD sur les 10 prochaines années).
- Le transport maritime et aérien sera le troisième secteur le plus affecté (55 Mds USD). Celui-ci est assez consommateur en carbone, et devrait payer l'accroissement des taxes relatives aux émissions de CO2.

Quid de la France ?

Là où la France a le plus à craindre, c'est si le prix des émissions de CO2 venait à croître. L'industrie française pourrait alors subir, selon les estimations d'Euler Hermes, un impact financier de 55 Mds EUR sur les 10 prochaines années, soit 5,5 Mds EUR par an. Le secteur du transport serait le plus affecté, ses émissions représentant près de 38% des émissions françaises totales.

En revanche, le secteur de l'énergie serait moins affecté, grâce à sa forte orientation vers les énergies nucléaires.

Comment cela se traduit concrètement pour les entreprises ?

Selon Euler Hermes, les entreprises doivent d'abord se préparer à subir les conséquences directes de cette nouvelle vague de réglementations. Pour les impacts directs, on peut surtout penser à une baisse de marges brutes relatives à la hausse du coût des émissions. On peut également imaginer un recul du bénéfice opérationnel qui découlerait d'un effort d'investissements R&D nécessaire pour se mettre au niveau des nouvelles réglementations.

Mais il faudra aussi prévoir des effets de second tour pour les entreprises, avec un potentiel affaiblissement de leur solvabilité, et donc un accroissement du risque d'impayés à l'échelle mondiale. Tout dépend de la vitesse d'adaptation des entreprises, qui est aujourd'hui trop lente, mais le risque ultime pourrait être la disparition pure et simple de certaines d'entre elles. Le secteur du charbon est un exemple flagrant d'une industrie immobilisée. D'autres secteurs pourraient connaître in fine le même destin.

Contacts médias

EULER HERMES FRANCE

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43
maxime.demory@eulerhermes.com

FOOTPRINT CONSULTANTS

Cécile Jacquet +33 (0)1 80 48 14 80
cjacquet@footprintconsultants.fr

EULER HERMES GROUP

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14
jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com

FOOTPRINT CONSULTANTS

Quentin Giudicelli +33 (0)1 80 48 14 80
qgiudicelli@footprintconsultants.fr

Réseaux sociaux



Suivez-nous sur Twitter [@eulerhermesFR](https://twitter.com/eulerhermesFR)



Suivez-nous sur LinkedIn [Euler Hermes France](https://www.linkedin.com/company/euler-hermes-france)



Suivez-nous sur YouTube [Euler Hermes France](https://www.youtube.com/EulerHermesFrance)

Prévoir les risques commerciaux et d'impayés aujourd'hui, c'est protéger la trésorerie demain

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 5 800 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est noté AA par Standard & Poor's. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,7 milliards d'euros en 2018 et garantissait 962 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2018. Plus d'informations: eulerhermes.com



Cautionary note regarding forward-looking statements: The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements. Such deviations may arise due to, without limitation, (i) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (ii) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (iii) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (iv) mortality and morbidity levels and trends, (v) persistency levels, (vi) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (vii) interest rate levels, (viii) currency exchange rates including the euro/US-dollar exchange rate, (ix) changes in laws and regulations, including tax regulations, (x) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (xi) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.